

Economie & Finance

Les banques dévissent

Les actions des banques européennes ont chuté jeudi, dans le sillage de la décision de la BCE de repousser le relèvement de ses taux à 2020, tout en lançant une vague de prêts à leur intention.



DIETER BEHRING Ex-financier bâlois

L'homme d'affaires de 63 ans est décédé en début de semaine des suites d'une grave maladie, a annoncé jeudi le «Tages-Anzeiger». Il avait éclopé en 2016 de 5 ans et demi de prison pour avoir abusé la confiance de 2000 personnes.



-1,5%

L'HÔTELLERIE SUISSE DÉMARRE L'ANNÉE 2019 SUR UN REPLI. Les nuitées ont diminué de 1,5% en janvier, en rythme annuel, pour atteindre 2,82 millions, a annoncé jeudi l'OFS. Les nuitées des hôtes étrangers ont reculé de 1,6% à 1,42 million et celles des Suisses de 1,4% à 1,40 million.

SMI 9324,58 -0,84%	↓	Dollar/franc	1,0110	↑
Euro Stoxx 50 3308,85 -0,48%	↓	Euro/franc	1,1334	↓
FTSE 100 7157,55 -0,53%	↓	Euro/dollar	1,1211	↓
		Livre st./franc	1,3247	↑
		Bariil Brent/dollar	66,23	↑
		Once d'or/dollar	1285	↑

La Chine accentue sa traque des fraudeurs

FISCALITÉ Pékin a lancé il y a quelques mois une grande offensive contre l'évasion fiscale. Des personnalités ont été arrêtées, des détectives privés ont été engagés et les lois ont été durcies. Les banques suisses ne vont pas échapper au couperet

JULIE ZAUGG, HONGKONG

Il y a deux ans, Bill Majcher a reçu une étrange proposition du gouvernement chinois: voulait-il enquêter pour le compte de Pékin sur des Chinois qui avaient placé des fonds à l'étranger issus de la corruption, d'activités criminelles ou de l'évasion fiscale? «Il s'agissait de repérer ces avoirs, de les récupérer, puis de les rapatrier en Chine», raconte cet ex-policier canadien qui vit à Hongkong. En échange, il recevrait une commission.

Bill Majcher fait désormais partie d'une task force surnommée Projet Dragon et comprenant une douzaine d'anciens représentants des forces de l'ordre. «Nous sommes répartis entre Hongkong, l'Australie, le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni, les destinations privilégiées par les Chinois pour dissimuler des fonds illicites», détaille-t-il. Ceux-ci sont investis dans l'immobilier, des yachts, des œuvres d'art, des actions en bourse et des cryptomonnaies ou simplement parqués sur des comptes en banque, souvent par l'entremise d'une société écran dans un centre offshore.

Second passeport interdit

«Les détenteurs de ces avoirs obtiennent fréquemment un second passeport, contrevenant aux lois chinoises qui interdisent la double nationalité, puis s'en servent pour ouvrir un compte en dissimulant leurs obligations face au fisc de leur pays», relève cet expert des flux financiers. Pour récupérer ces fonds, il obtient leur gel en faisant valoir leur origine frauduleuse ou convainc leur propriétaire de les remettre volontairement à l'État chinois, en échange d'une pénalité réduite.

Le Projet Dragon n'est qu'une face de la vaste offensive chinoise contre l'évasion fiscale. En octobre, l'actrice Fan Bingbing a été placée en détention secrète durant trois mois, accusée d'avoir utilisé de faux contrats pour éviter de payer des impôts. A sa libération, elle a dû s'excuser publiquement et payer une amende de 890 millions de yuans (133 millions de francs). Peu après, l'industrie cinématographique se voyait sommée de verser 11,5 milliards de yuans en arriérés d'impôts.

De petits entrepreneurs ont également été pris dans les filets de la justice.



Depuis le 1er janvier 2019, les citoyens chinois qui doivent plus de 100 000 yuans (15 000 francs) au fisc n'ont plus le droit de quitter le pays. (ROMAN PILIPEY/EPA)

Plusieurs lois ont en outre été modifiées au 1er janvier 2019. Les citoyens chinois qui doivent plus de 100 000 yuans (15 000 francs) au fisc n'ont plus le droit de quitter le pays. Pékin a aussi commencé à taxer les dividendes et les profits des ressortissants chinois actionnaires d'une entreprise offshore.

Élément plus controversé, la Chine soumet désormais à l'impôt les revenus de ses résidents étrangers – générés sur sol chinois ou pas – pour autant que ceux-ci passent plus de 183 jours dans l'Empire du Milieu. Ce système existait déjà auparavant, mais il suffisait de passer 90 jours hors du pays sur une période de cinq ans pour y échapper. «Dans les faits, la Chine devient ainsi le seul pays, avec les États-Unis, à adopter une taxation extraterritoriale», relève Fred Hu, le fondateur de Primavera Capital Group.

En septembre, la Chine a également rejoint la convention de l'OCDE sur l'échange automatique de renseignements en matière fiscale. La plateforme de big data Golden Tax System Phase III, qui regroupe les informations fiscales de chaque citoyen en un seul lieu, complète le dispositif.

«La Chine est réveillée et ne va pas épargner les banques qui hébergent des avoirs chinois non déclarés»

BILL MAJCHER, MEMBRE DE LA TASK FORCE ANTI-FRAUDE «PROJET DRAGON»

Ces mesures de lutte contre l'évasion fiscale ont fait souffler un vent de panique dans l'Empire du Milieu. Plusieurs entrepreneurs ont renoncé à leur passeport chinois. Fin 2018, quatre tycoons, dont l'entrepreneur immobilier Sun Hongbin, ont transféré 17,2 milliards de dollars dans des trusts familiaux basés à Hongkong et détenus par des entités aux îles Vierges britanniques.

Banques suisses affectées

Les banques suisses, qui ont beaucoup misé sur les fortunes chinoises ces dernières années,

seront affectées, jugent les experts. Particulièrement UBS, Credit Suisse et Julius Bär, qui dominent la gestion de fortune offshore pour la clientèle chinoise depuis Hongkong. «La Chine a pris du retard dans sa lutte contre l'évasion fiscale comparé aux États-Unis ou à la France, mais elle est désormais réveillée et ne va pas épargner les banques qui hébergent des avoirs chinois non déclarés», juge Bill Majcher.

L'intégration de la Chine à l'échange automatique d'informations introduit en outre de nouvelles obligations de reporting pour les banques suisses. «Cela sera très coûteux pour elles, car elles devront déclarer à Pékin les avoirs de tous leurs clients chinois», indique Andrew Choy, un expert fiscal chez Ernst & Young. Elles pourraient même en perdre certains, au profit de secteurs plus opaques comme l'immobilier ou les investissements en bourse.

Du côté des banques suisses, on ne commente pas. «UBS ne fournit pas de conseils en matière de planification fiscale à ses clients chinois», se contente d'indiquer un porte-parole. ■

La Suisse pourrait être sollicitée

ENTRAIDE Pékin pourrait demander l'aide des autorités suisses pour lutter contre l'évasion fiscale

Le gouvernement chinois a mis en place une série de mesures, notamment le Projet Dragon depuis deux ans, pour lutter contre l'évasion fiscale et traquer ses ressortissants à travers le monde. Les autorités helvétiques pourraient donc être sollicitées par le gouvernement chinois pour trouver des fonds.

Patrick Gantès, secrétaire général du Centre de recherche entreprises et sociétés, à Genève, estime que le gouvernement chinois a «une motivation politique, celle de nuire aux grandes fortunes présentes au sein du Parti communiste et qui ne lui sont pas toujours très favorables». Les Chinois sont «les maîtres des sociétés offshore, dit-il. Le problème, c'est qu'il y a une structure officielle, l'organigramme, et une structure plus occulte, qui est celle du Parti communiste, où se prennent les décisions.»

Vers une Chine «plus agressive»

Concernant les demandes d'informations de provenance de la Chine, «il n'y a pas d'évolution particulière à relever ces dernières années», déclare le porte-parole de l'Administration fédérale des contributions (AFC). Une clause de confidentialité figure sur les traités internationaux qui règlent l'échange d'informations entre les pays, elle empêche l'AFC de communiquer sur le nombre de

ces demandes par pays. «Nous ne pouvons dire que le nombre total de demandes reçues», précise-t-il.

Jean-Christophe Liebeskind, avocat genevois, a travaillé en Chine pendant dix ans. «On peut craindre que la Chine se montre plus agressive à l'avenir en recherchant les fraudeurs hors de ses frontières. Jusqu'à récemment, elle se contentait de chasser les gros poissons, comme ces fonctionnaires corrompus qui ont fui, par exemple, au Canada. Avec l'échange automatique, je m'attends désormais à ce qu'elle recherche aussi les plus petits», explique-t-il. Pékin a obtenu l'extradition de plusieurs d'entre eux en faisant ratifier au Canada un traité d'entraide judiciaire internationale en matière pénale. «Ce qui n'est pas le cas de la Suisse», rappelle-t-il.

Selon Jean-Christophe Liebeskind, les filiales et succursales des banques suisses à l'étranger pourraient «se voir reprocher d'avoir accepté les fonds de leurs clients en violation du droit chinois, notamment du contrôle des changes, en cas de fraude fiscale et, bien entendu, de blanchiment d'argent. La Chine pourrait alors exercer sur la Suisse une pression politique à laquelle la Suisse n'aura pas le luxe de résister et elle devra se montrer collaborative.» ■

CHAMS IAZ
@iazchams

Moins d'un quart des patrons suisses sont des femmes

GOVERNANCE Une étude dénonce la faible représentation féminine dans les organes décisionnels des entreprises suisses. Pour le professeur de l'IMD Didier Cossin, la nécessité de promouvoir les femmes est un «débat du passé»

Insuffisant. C'est ainsi que le nombre de femmes à la tête des conseils d'administration suisses pourrait être qualifié si le but visé était la parité. Le site Business Monitor épingle la Suisse, dans une étude publiée

jeudi, pour son faible niveau de représentation féminine dans les conseils d'administration.

Premier constat, les entreprises allemandes placent plus de femmes à la tête de leurs directions que les firmes romandes. Par canton, Argovie arrive en tête du classement, avec une proportion de femmes de 26,7%. La Suisse romande compte 22,5% de femmes dirigeantes pour le Valais, 19,9% pour Neuchâtel, 19,8% pour Fribourg, classé en dernière position. A noter encore

que seulement deux cantons voient la proportion de femme aux postes décisionnels diminuer en un an, celui de Zoug et du Jura.

Pour Nestlé, avoir des femmes à la direction est une «nécessité»

A la veille de la Journée internationale de la femme, Nestlé en a profité pour rappeler ses efforts en matière d'égalité. «Les femmes occupant des postes de direction sont une nécessité et les différents styles de gestion un enrichisse-

ment», déclare Muriel Lienau, directrice générale de Nestlé Suisse, dans un communiqué. Le groupe prévoit d'augmenter la proportion de femmes à des postes de cadres supérieurs d'ici à 2022. Nestlé s'engage à préparer ses talents féminins à assumer des postes à responsabilité dans l'entreprise.

Pour Didier Cossin, directeur de l'IMD (spécialisé dans la gouvernance d'entreprise), la nécessité d'intégrer des femmes dans les conseils d'administration est un

«débat du passé». «La diversité de genre apporte une plus-value en termes d'innovation, de créativité, démontrée scientifiquement, annonce-t-il. Il faut combiner les qualités et non les cloisonner. L'empathie n'est pas réservée aux femmes.»

Aujourd'hui, chaque président de conseil d'administration s'interroge sur la proportion de femmes dans son équipe. S'il ne le fait pas, «c'est comme s'il discriminait d'office 50% des talents», affirme Didier Cossin. ■ Océane Lavouste